

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame et Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) :
chantier d'aménagement de la partie centrale du boulevard du Souverain entre Herrmann-Debroux et
la chaussée de Wavre #**

Séance publique**Secrétariat**

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Dans le courant du mois de novembre des travaux ont été entamés par la région sur le centre du boulevard
du Souverain entre le croisement Detroch et la chaussée de Wavre.

Ces travaux consistent à supprimer :

- les poteaux de type bollard pourtant relativement récents,
- les bordures autour des arbres

Ceci pour installer plus de plantations sur les abords. Ce qui en soi, n'est pas une mauvaise chose.

Le revêtement des places de parking seront recouvertes de caillebotis en béton.

Malheureusement, des endroits de traversée piétons qui permettaient de se rendre sur le parking central et
accessoirement traverser le boulevard sont supprimés. Cela augmente le sentiment d'isolement entre les 2
côtés du boulevard qui divise la commune en 2. Ces suppressions de passages, avaient été notées, à d'autres
endroits, comme un souci d'interconnexion entre quartiers.

Si cela reste en l'état, il restera aux riverains à enjamber les nouvelles clôtures supplémentaires et marcher
dans les plantations pour simplement se rendre aux parkings riverains ou se rendre aux commerces du
boulevard.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle été mise au courant de ces travaux et des dates de début et de fin ?
- Connaissez-vous la raison et l'objectif de ces travaux ?
- Une enquête de voisinage et un permis ont-ils été introduits pour ces travaux ?
- Disposez-vous de plans indiquant les travaux effectués et les informations de chantier sur ce parking ?
- La réduction des vibrations causées par le tram fait-elle partie des objectifs de ces travaux ?

- La région compte-t-elle en profiter pour améliorer la cohabitation entre piétons et la piste cyclable à cet endroit ?
- La région va-elle profiter de ces travaux pour poursuivre vers le carrefour Herrmann-Debroux et enfin sécuriser la piste cyclable à ces endroits où le signallement de la traversée des rails de tram n'est pas claire de jour comme de nuit ?
- Des passages en dur seront-ils maintenus pour faciliter le passage des piétons ?
- Le nouvel aménagement permettra-t-il de réduire l'imperméabilisation du sol à cet endroit ?

En vous remerciant

Marc Vandame et Mathieu Poma.

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Messieurs les conseillers,

Tout d'abord, le Boulevard du Souverain est une voirie régionale qui dépend de Bruxelles Mobilité. Comme cela arrive encore trop régulièrement, la commune n'est pas informée de la nature des projets se déroulant sur une voirie régionale. Nous recevons en effet une notification très simpliste sur la nature des travaux, mais sans aucune autre donnée. Dans votre cas, la notification indiquait « travaux de plantation ».

Pour pouvoir répondre à vos questions, j'ai donc dû interroger Bruxelles Mobilité en espérant recevoir une réponse. Car là aussi, et comme je le déplore depuis de nombreuses années, la communication et les réponses aux interpellations des communes ne sont pas le fort de cette administration régionale. Il a fallu plusieurs rappels pour enfin obtenir les informations nécessaires pour vous répondre.

Le chantier consiste à remplacer la dolomie par de la pleine terre et planter des arbustes et de la végétation basse entre les arbres ainsi qu'à remplacer le revêtement imperméable par un revêtement perméable (dalles béton-gazon) pour les places de stationnement. Des bandes de confort seront aménagées, pour le débarquement des passagers du côté des 2 berms. Le cheminement central, ainsi qu'une bande de sortie des véhicules du côté de chaque berm, seront aménagés en dur. Le chantier a démarré au mois de novembre et se terminera dans les prochains jours. Je tiens le plan du chantier à votre disposition si vous le souhaitez.

L'objectif de ce chantier est bien de déperméabiliser le sol. Ainsi plus de 2.000 m² seront déminéralisés et donc perméabilisés. En outre, l'eau de pluie s'abattant sur une surface supplémentaire à peu près équivalente (cheminement central + 2 bandes de débarquement des passagers) sera également redirigée vers les zones perméabilisées, afin d'y être infiltrées. Ces travaux ne visent cependant pas une réduction des vibrations que vous mentionnez.

Ces travaux sont dispensés de permis d'urbanisme, lequel n'a donc pas été demandé. Par contre, une autorisation de chantier a été demandée et obtenue auprès de la Commission de coordination des chantiers.

Concernant vos questions sur la piste cyclable, je n'ai pas reçu d'information sur un possible futur chantier. La commune a déjà fait de multiples demandes à la Région pour réaménager cet endroit afin de faciliter la cohabitation entre piétons et cyclistes et sécuriser la traversée du carrefour Herrmann-Debroux pour les cyclistes, mais nous devons constater que cela ne semble pas être une priorité pour la Région.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

L'Échevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Matthieu Pillois

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Marc Vandame en Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): bouwplaats om het centrale deel van de Vorstlaan tussen Herrmann-Debroux en de Waversesteenweg te ontwikkelen. #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad.
Beste collega's, beste publiek,
In november begon de het Gewest met de werkzaamheden aan het midden van de Vorstlaan tussen het kruispunt Detroch en de Waversesteenweg.
De werkzaamheden bestaan uit het verwijderen van :

- paaltjes, ook al zijn ze relatief recent,
- randen rond bomen

Het doel is om meer beplanting rond het terrein te creëren. Wat op zich geen slechte zaak is.

De parkeerplaatsen worden bedekt met betonnen roosters.

Helaas zijn de voetgangersoversteekplaatsen die vroeger naar de centrale parkeerplaats leidden en, incidenteel, over de boulevard, verwijderd, waardoor het gevoel van isolement tussen de twee kanten van de boulevard, die de gemeente in tweeën deelt, wordt versterkt. Dit versterkt het gevoel van isolement tussen de twee kanten van de boulevard, die de gemeente in tweeën deelt. Op andere plaatsen was deze verwijdering van oversteekplaatsen opgemerkt als een zorg voor de onderlinge verbinding tussen wijken.

Als dit onveranderd blijft, zullen omwonenden over de nieuwe extra hekken moeten klimmen en door de plantages moeten lopen om bij de lokale parkeerplaatsen of winkels aan de boulevard te komen.

Onze vragen zijn als volgt:

- Is de gemeente op de hoogte gesteld van deze werkzaamheden en de begin- en einddatum?
- Ken je de reden en het doel van dit werk?
- Is er een buurtonderzoek en vergunning ingediend voor dit werk?
- Hebt u plannen met de uitgevoerde werkzaamheden en informatie over de locatie van deze parkeerplaats?

- Is het verminderen van de trillingen die de tram veroorzaakt een van de doelstellingen van dit werk?
- Is het Gewest van plan van deze gelegenheid gebruik te maken om het samenleven van voetgangers en het fietspad in dit gebied te verbeteren?
- Zal de regio deze werkzaamheden aangrijpen om door te gaan naar de kruising Herrmann-Debroux en het fietspad eindelijk veiliger te maken op deze punten, waar het niet duidelijk is of de tramsporen dag of nacht worden gekruist?
- Zullen er harde oversteekplaatsen worden onderhouden om het oversteken voor voetgangers te vergemakkelijken?
- Zal de nieuwe ontwikkeling de hoeveelheid bodemafdekking in dit gebied verminderen?

Hartelijk dank

Marc Vandame en Mathieu Poma.

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadsleden,

Ten eerste is de Vorstlaan een gewestweg onder de verantwoordelijkheid van Brussel Mobiliteit. Zoals nog al te vaak gebeurt, wordt de gemeente niet op de hoogte gebracht van de aard van projecten die plaatsvinden op een gewestweg. We ontvangen een zeer simplistische kennisgeving over de aard van de werken, maar geen andere informatie. In uw geval vermeldde de kennisgeving "beplantingswerkzaamheden".

Om uw vragen te kunnen beantwoorden, moest ik dus contact opnemen met Brussel Mobiliteit in de hoop een antwoord te krijgen. Want ook hier, en dat betreur ik al jaren, zijn communicatie en antwoorden op vragen van lokale overheden niet de sterkste kant van deze gewestelijke administratie. Er waren verschillende herinneringen nodig voordat we eindelijk de informatie kregen die we nodig hadden om u te antwoorden.

De werkzaamheden bestaan uit het vervangen van het dolomiet door open grond en het planten van struiken en lage vegetatie tussen de bomen, evenals het vervangen van het ondoordringbare oppervlak door een doordringbaar oppervlak (betonplaten en graszoden) voor de parkeerplaatsen. Aan de kant van de 2 bermen worden comfortstroken aangelegd voor het uitstappen van passagiers. Het centrale voetpad en een uitvoegstrook voor voertuigen aan de zijkant van elke berm worden bestraat. De werkzaamheden zijn in november begonnen en zullen de komende dagen worden afgerond. Ik kan je de plattegrond bezorgen als je dat wilt.

Het doel van dit project is om de bodem te ontwateren. Meer dan 2.000 m² zal worden gedemineraliseerd en dus permeabiliseerd. Daarnaast zal regenwater dat op een ongeveer even groot extra oppervlak valt (centrale loopbrug + 2 passagierslosstroken) ook worden omgeleid naar de permeabele gebieden, zodat het kan worden geïnfiltreerd. Deze werken zijn echter niet bedoeld om de trillingen die u noemt te verminderen.

Voor deze werken is geen stedenbouwkundige vergunning nodig, die dan ook niet werd aangevraagd. Er werd wel een werkvergunning aangevraagd en verkregen bij de Coördinatiecommissie van de Bouwplaatsen. Wat uw vragen over het fietspad betreft, heb ik geen informatie ontvangen over een mogelijk toekomstig project. De gemeente heeft al verschillende verzoeken ingediend bij de regio om dit gebied opnieuw in te richten zodat voetgangers en fietsers de weg gemakkelijker kunnen delen en het voor fietsers veiliger wordt om de kruispunt Herrmann-Debroux over te steken, maar we moeten vaststellen dat dit geen prioriteit lijkt te zijn voor het Gewest.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Matthieu Pillois

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Madame Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre) : squat avenue de Beaulieu #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,

Depuis quelques semaines un nouveau squat s'est installé dans un bâtiment qui était anciennement occupé par la communauté européenne avenue de Beaulieu, malgré l'évacuation d'un autre squat dans les environs. Les riverains partagent leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux en ce qui concerne leur sentiment d'insécurité et de salubrité du lieu. Les habitants se posent beaucoup de questions depuis le récent départ du Samusocial, et l'enchaînement des squats dans le quartier.

Nos questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous nous faire un bilan de la situation à date ?
2. La commune a-t-elle déjà été en contact avec les propriétaires concernant ce squat ? Si oui, quelles actions a-t-il ou va-t-il mettre en place ?
3. Indépendamment du propriétaire, quelles actions la commune a-t-elle mis en place ?
4. A plus long terme, quel est le devenir de ce bâtiment et comment pourrions-nous éviter que la situation ne se répète à d'autres bâtiments du quartier ?
5. De façon générale, quelles sont les procédures lorsqu'un propriétaire est squatté ?

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Je vous confirme que fin novembre j'ai eu connaissance de ce squat. La Commune a très rapidement pris contact avec le propriétaire qui a agi, il faut le reconnaître, avec beaucoup de diligence. En effet, dès le 10 décembre 2024, il obtenait du président du Tribunal de première instance de Bruxelles une ordonnance d'expulsion de l'immeuble.

En parfaite collaboration avec lui, la zone de police et les services communaux, l'évacuation de l'immeuble

a été fixée au mercredi 8 janvier 2025. Ce délai de près d'un mois entre le prononcé du jugement et l'expulsion s'explique à la fois par la nécessité d'avoir les effectifs, singulièrement de police, suffisants et est mis également à profit pour prévenir les squatters de l'expulsion et maximiser leurs chances d'être relogés dans un centre d'urgence.

Le 8 janvier, l'évacuation de l'immeuble a donc eu lieu, sans heurts ni violence, après plusieurs propositions de relogements, toutes refusées.

Au cours de ce squat, comme dans les situations similaires, la Commune a maintenu une pression constante sur le propriétaire de l'immeuble afin qu'il agisse rapidement pour obtenir les autorisations juridiques permettant de mettre fin à l'occupation illégale. Les services communaux ont également insisté dans les échanges avec lui pour qu'il prenne toutes les mesures utiles afin d'empêcher toute nouvelle intrusion de l'immeuble (emmurement, service de gardiennage, ...).

J'ai par ailleurs personnellement demandé aux services de police d'effectuer des rondes quotidiennes dans le quartier afin d'éviter tout déplacement dudit squat dans les autres immeubles du quartier. À cet égard, les propriétaires de ces (autres) immeubles vides ont également été avertis de l'existence du squat de l'avenue Beaulieu 33 et ont été invités, préalablement à l'expulsion, à prendre eux aussi toutes les mesures utiles afin de sécuriser au maximum leurs différents immeubles. Il est aussi régulièrement rappelé à ces propriétaires d'immeubles de bureaux inoccupés que la meilleure manière d'éviter une occupation illégale consiste à envisager justement une occupation, fut-ce temporaire, des bâtiments par des organisations ou des associations. Une telle occupation (organisée) permet au propriétaire d'avoir le temps pour réfléchir à la nouvelle occupation qu'il entend donner à son bien et obtenir le cas échéant les autorisations requises. Les services communaux renvoient alors (notamment) à perspective.brussels (guichet régional des occupations temporaires).

La procédure varie au cas par cas par ailleurs, en fonction de l'identité du propriétaire, de sa bonne volonté à agir rapidement, de l'état du bâtiment squatté et donc des dangers éventuels encourus par les squatteurs. Dans tous les cas nous multiplions les démarches pour reloger les personnes mais il faut reconnaître que nous essuyons le plus souvent des refus.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre): kragen bij de Beaulieu laan #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

In de afgelopen weken heeft een nieuw kraakpand zijn intrek genomen in een gebouw dat voorheen werd gebruikt door de Europese Gemeenschap aan de Beaulieu laan, ondanks de ontruiming van een ander kraakpand in de buurt.

Buurtbewoners delen hun zorgen op sociale netwerken over hun gevoel van onveiligheid en de gezondheid van de buurt. Bewoners stellen veel vragen sinds het recente vertrek van Samusocial en de opeenvolging van kraakpanden in de buurt.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Kunt u ons een update geven van de situatie tot nu toe?
2. Heeft de gemeente al contact gehad met de eigenaars over dit kraakpand? Zo ja, welke actie heeft zij ondernomen of zal zij ondernemen?
3. Welke acties heeft de gemeente ondernomen, onafhankelijk van de eigenaar?
4. Wat is op de langere termijn de toekomst van dit gebouw en hoe kunnen we een herhaling van de situatie in andere gebouwen in de wijk voorkomen?
5. Wat zijn in het algemeen de procedures wanneer een huiseigenaar wordt gekraakt?

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

Ik kan bevestigen dat ik eind november op de hoogte was van dit kraakpand. De gemeente heeft zeer snel contact opgenomen met de eigenaar, die weliswaar zeer voortvarend te werk is gegaan. Op 10 december 2024 kreeg hij een bevel tot uitzetting van de voorzitter van de Brusselse rechtbank van eerste aanleg.

In nauwe samenwerking met hem, de politie en de gemeentelijke diensten is de ontruiming van het gebouw

gepland voor woensdag 8 januari 2025. Deze vertraging van bijna een maand tussen de uitspraak en de ontruiming wordt niet alleen verklaard door de noodzaak om voldoende mankracht te hebben, met name politiemensen, maar wordt ook gebruikt om de krakers te waarschuwen voor de ontruiming en hun kansen op herhuisvesting in een noodcentrum te maximaliseren.

Op 8 januari werd het gebouw ontruimd, zonder conflicten of geweld, nadat verschillende aanbiedingen voor herhuisvesting waren geweigerd.

Tijdens deze kraak heeft de gemeente, net als in gelijkaardige situaties, voortdurend druk uitgeoefend op de eigenaar van het gebouw om snel de nodige wettelijke vergunningen te verkrijgen om een einde te maken aan de illegale bezetting. In gesprekken met de eigenaar drongen de gemeentelijke diensten er ook op aan dat hij alle nodige maatregelen zou nemen om te voorkomen dat het gebouw verder zou worden betreden (afsluiten, bewakingsdienst, enz.).

Ik heb de politie ook persoonlijk gevraagd om dagelijks in het gebied te patrouilleren om te voorkomen dat het kraakpand zich naar andere gebouwen in de omgeving verplaatst. In dit verband zijn ook de eigenaars van deze (andere) leegstaande gebouwen op de hoogte gebracht van het bestaan van het kraakpand aan de Beaulieu laan 33 en is hen verzocht om voorafgaand aan de ontruiming alle nodige maatregelen te nemen om hun gebouwen zoveel mogelijk te beveiligen. Eigenaars van leegstaande kantoorgebouwen worden er ook regelmatig aan herinnerd dat de beste manier om illegale bezetting te voorkomen is om te overwegen de gebouwen, zij het tijdelijk, te laten bewonen door organisaties of verenigingen. Een dergelijke (georganiseerde) bezetting geeft de eigenaar de tijd om na te denken over het nieuwe gebruik dat hij aan zijn eigendom wil geven en om de nodige vergunningen te verkrijgen. De gemeentelijke diensten verwijzen de eigenaar dan door naar perspective.brussels (het regionale kantoor voor tijdelijke bewoning).

De procedure varieert van geval tot geval, afhankelijk van de identiteit van de eigenaar, de bereidheid van de eigenaar om snel te handelen, de staat van het gekraakte gebouw en de mogelijke gevaren voor de krakers. In alle gevallen doen we ons uiterste best om mensen te herhuisvesten, maar het moet gezegd worden dat we meestal worden afgewezen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : l'accessibilité cycliste et piétonnes des infrastructures sportives de l'ADEPS et du stade communal #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.
Chers Collègues, cher public,

Le 12 décembre, les média faisaient un sujet sur l'accessibilité cycliste du centre ADEPS de la Forêt de Soignes, mettant en avant la dangerosité bien connue de l'endroit. Si les média ont illustré cette dangerosité dans le sens de la montée, nous pourrions rajouter celle du sens de la descente, obligeant les cyclistes à un long détour, avec du relief, ou à passer par le trottoir, ce qui les met en infractions et en conflit avec les autres usagers du trottoir. Au-delà de l'ADEPS, nous pourrions citer la Maison des Jeunes ou tout simplement les résidents de ce quartier comme autres victimes de la situation.

De l'autre côté de l'autoroute, se trouve le stade communal. Les habitants d'Auderghem réclament depuis de nombreuses années une amélioration de l'accessibilité piétonne de ce dernier, ou du haut du site du Rouge Cloître, ainsi que des aménagements pour réduire les conflits entre cyclistes et piétons. Force est de constater que rien n'a été fait depuis lors, et que la situation n'en est devenue que plus dangereuse avec l'augmentation du trafic cycliste (que nous approuvons). L'aménagement bienvenu d'infrastructures cyclables à Jesus-Eik va encore exacerber le problème.

Nous comprenons que la voirie est régionale, et que les moyens d'action de la commune sont limités, mais nos questions sont les suivantes, pour chacun des deux sujets mentionnés : :

- Quelles sont les démarches qui ont été entamées par la Commune auprès des cabinets compétents et de Bruxelles-Mobilité pour le stade communal, et plus récemment pour l'ADEPS ?
- Quelles ont été les réponses de ces derniers ?
- La commune a-t-elle fait une proposition de piste cyclable pour apaiser ces tensions entre les usagers ? Un passage bien aménagé et indiqué par la rue Chaudron serait-il une alternative possible ?
- Une action complémentaire est-elle envisagée ?

En vous remerciant
Mathieu Poma

Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :

Monsieur le Conseiller,

Merci pour votre question qui me permet de revenir sur un dossier qui date déjà d'il y a quelques années. Nous avons en effet déjà interpellé les autorités régionales à de nombreuses reprises à propos de la dangerosité des lieux.

Je me permettrai de rappeler en préambule que, quelle que soit la configuration des lieux en l'absence de piste cyclable ou de marquage au sol, les cyclistes doivent rouler sur la chaussée et non sur le trottoir. Cette situation est absolument anormale alors qu'il existe des raisons évidentes pour offrir une meilleure sécurité aux cyclistes.

L'historique du dossier est le suivant. La dangerosité de la circulation des cyclistes dans le sens de la montée allant d'Herrmann-Debroux vers l'Adeps a été signalée dès 2022, lors d'une réunion entre la Ministre bruxelloise de la Mobilité, la Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité.

Le dossier n'a pas bougé jusqu'au début de l'année dernière, lorsque le directeur du Centre sportif de la Forêt de Soignes a pris contact avec l'Echevin et avec le cabinet. Fin mars 2024, le Cabinet a reconnu que, pour de multiples raisons (manque d'effectif, interaction avec le PAD...) Bruxelles Mobilité n'avait pas pu porter attention au dossier.

Le 28 mai 2024, une réunion a eu lieu via Teams entre le Cabinet et la commune. A l'issue de cette réunion, deux pistes avaient été dégagées :

- soit placer des chevrons (des marquages au sol) sur la chaussée afin d'informer les automobilistes de la présence de cyclistes
- soit installer une véritable piste cyclable, solution qui avait la préférence du cabinet. Celle-ci nécessiterait cependant un permis, une enquête et des aménagements conséquents, donc des délais plus importants.

Un accord était finalement intervenu pour placer dans un premier temps rapidement des chevrons, une solution qui avait également les faveurs de l'Adeps. Depuis, nous n'avons cependant reçu aucune nouvelle du cabinet et la situation est restée en l'état malgré plusieurs rappels et échanges de mails.

Pour information, il y a une dizaine d'années, un projet de piste cyclable avait déjà été préparé par Bruxelles Mobilité, mais il était resté dans les cartons. Ce projet visait à établir une piste cyclable le long du trottoir entre le carrefour Herrmann-Debroux et l'Adeps tout en maintenant les deux bandes de circulation actuelles. Cet aménagement aurait également le mérite de sécuriser les piétons qui doivent actuellement marcher sur un étroit trottoir entre l'avenue des Frères Goemaere et l'avenue François-Elie Van Elderen. Pour permettre cet aménagement sans réduire l'espace dévolu aux piétons, il fallait « mordre » légèrement sur la largeur du parking sous le viaduc et sur la berme plantée au-delà du carrefour avec la chaussée de Wavre.

C'est probablement parce que rien ne bougeait que le directeur du Centre sportif a repris contact avec la presse, qui s'est fait l'écho de sa préoccupation.

La commune pourrait-elle se charger elle-même d'installer sur cette voirie régionale un marquage au sol sous forme de chevrons ? Nous ne le considérons pas comme pas une option, en raison du risque de contestation par la Région et du coût d'une telle installation (il faudrait placer du thermocollé sur longue distance parce que la peinture ne tiendrait pas longtemps sur une voirie aussi fréquentée).

En ce qui concerne maintenant la piste bidirectionnelle et le trottoir du côté du stade communal, nous avons aussi interpellé plusieurs fois la Région sur ce point en insistant sur le fait que cet aménagement était intenable à terme et qu'il fallait le repenser. Mais là aussi, nos demandes sont restées lettre morte. A noter que, même si cela implique la cohabitation dangereuse avec les piétons et une remontée du côté de l'Adeps, l'usage de cette piste est cependant une alternative à la montée par l'autre côté.

Vous évoquez l'utilisation de l'avenue Chaudron. C'est évidemment possible pour les cyclistes qui le souhaitent, mais le trajet est allongé puisqu'il faut de toute façon entrer au Centre sportif par l'avant du bâtiment. Il présente en outre une déclivité plus importante et implique de rouler à contresens dans l'avenue Hugo Van der Goes.

Enfin, ce qui concerne les actions à prendre, nous n'avons d'autre choix que de relancer une nouvelle fois de manière officielle le cabinet régional de la Mobilité pour demander a minima le placement en urgence de chevrons au sol dans le sens de la montée Herrmann-Debroux vers l'Adeps et la réalisation du projet de piste cyclable existant dans les cartons de Bruxelles-Mobilité. Et c'est ce que nous allons faire.

Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): fiets- en
voetgangerstoegang tot de sportfaciliteiten van ADEPS en het gemeentelijke stadion #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Op 12 december publiceerden de media een verhaal over de fietstoegang tot het ADEPS-centrum in het Zoniënwoud, waarin de aandacht werd gevestigd op het notoir gevaarlijke karakter van het gebied. Als de media dit gevaar in bergopwaartse richting illustreerden, zouden we het gevaar in bergafwaartse richting kunnen toevoegen, waardoor fietsers gedwongen worden lange omwegen te maken, met reliëf, of over het trottoir te gaan, waardoor ze in overtreding zijn en in conflict komen met andere gebruikers van het trottoir. Naast ADEPS zouden we het Jeugdhuis of gewoon de bewoners van dit gebied kunnen noemen als andere slachtoffers van de situatie.

Aan de andere kant van de snelweg ligt het gemeentelijk stadion. Al jaren vragen de inwoners van Oudergem om de toegang voor voetgangers tot het stadion en tot het dak van de Rood-Klooster te verbeteren en om maatregelen om de conflicten tussen fietsers en voetgangers te verminderen. Het moet gezegd worden dat er sindsdien niets is gedaan en dat de situatie alleen maar gevaarlijker is geworden door de toename van het fietsverkeer (waar we het mee eens zijn). De welkome ontwikkeling van fietsinfrastructuur bij Jesus-Eik zal het probleem nog verergeren.

We begrijpen dat wegen een regionale aangelegenheid zijn en dat de actiemiddelen van de gemeente beperkt zijn, maar onze vragen zijn als volgt, voor elk van de twee genoemde onderwerpen :

- Welke stappen heeft de gemeente ondernomen met de relevante agentschappen en Brussel Mobiliteit voor het gemeentelijk stadion, en meer recentelijk voor ADEPS?
- Wat waren hun reacties?
- Heeft de gemeente een voorstel gedaan voor een fietspad om de spanning tussen de gebruikers te verminderen? Zou een goed ontwikkelde en bewegwijzerde oversteek via de Chaudronlaan een mogelijk alternatief zijn?
- Is er verdere actie gepland?

Hartelijk dank

Mathieu Poma

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om terug te komen op een kwestie die al enkele jaren speelt. We hebben de regionale autoriteiten al een aantal keer ingeschakeld in verband met de gevaarlijke aard van de locatie.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat, ongeacht de configuratie van het terrein, als er geen fietspad of wegmarkering is, fietsers op de rijbaan moeten rijden en niet op het trottoir. Deze situatie is volstrekt abnormaal, ook al zijn er duidelijke redenen om de veiligheid voor fietsers te verbeteren.

De achtergrond van het project is als volgt. Het gevaar van fietsers die bergopwaarts gaan vanaf Herrmann-Debroux richting Adeps werd al in 2022 aangekaart tijdens een vergadering tussen de Brusselse minister van Mobiliteit, de burgemeester en de schepen van Mobiliteit.

Het dossier bleef ongewijzigd tot begin vorig jaar, toen de directeur van het Sportcentrum van Zoniënwood contact opnam met de schepen en het kabinet. Eind maart 2024 erkende het kabinet dat Brussel Mobiliteit om verschillende redenen (gebrek aan mankracht, interactie met de RPA, ...) geen aandacht had kunnen besteden aan het dossier.

Op 28 mei 2024 vond er via Teams een gesprek plaats tussen het kabinet en de gemeente. Aan het eind van deze bijeenkomst zijn twee wegen geïdentificeerd:

- het plaatsen van chevrons (wegmarkeringen) op de weg om automobilisten te informeren over de aanwezigheid van fietsers; of
- of een echt fietspad aanleggen, waar het bedrijf de voorkeur aan gaf. Dit laatste zou echter een vergunning, een onderzoek en grote verbeteringen vereisen, en zou daarom meer tijd in beslag nemen.

Er werd uiteindelijk een overeenkomst bereikt om in eerste instantie snel chevrons te plaatsen, een oplossing die ook de voorkeur had van Adeps. Sindsdien hebben we echter geen nieuws meer ontvangen van de firma en de situatie is onveranderd gebleven ondanks verschillende herinneringen en uitwisselingen van e-mails.

Ter informatie: ongeveer tien jaar geleden werd er al een fietspadproject voorbereid door Brussel Mobiliteit, maar dat werd opgeschort. Het doel van het project was om een fietspad aan te leggen langs het trottoir tussen het kruispunt Herrmann-Debroux en Adeps, met behoud van de twee bestaande rijbanen. Deze ontwikkeling zou het ook veiliger maken voor voetgangers, die momenteel over een smal voetpad tussen de Gebroeders Goemaerelaan en de François-Elie Van Elderenlaan moeten lopen. Om dit mogelijk te maken zonder de beschikbare ruimte voor voetgangers te verminderen, zou de breedte van de parking onder het viaduct en de beplante berm voorbij het kruispunt met de Waversesteenweg iets moeten worden "ingekort". Het was waarschijnlijk omdat er niets gebeurde dat de directeur van het sportcentrum weer contact opnam met de pers, die zijn bezorgdheid herhaalde.

Zou de lokale overheid zelf chevronmarkeringen kunnen aanbrengen op deze regionale wegen? We zien dit niet als een optie, vanwege het risico dat de regio dit aanvecht en de kosten van een dergelijke installatie (de hitteverzegelde verf zou over een lange afstand moeten worden aangebracht, omdat de verf niet lang houdbaar zou zijn op zo'n drukke weg).

Wat de tweerichtingsbaan en het trottoir aan de kant van het gemeentelijk stadion betreft, hebben we het Gewest ook meermaals op dit punt aangesproken en erop aangedrongen dat deze regeling op lange termijn onhoudbaar was en dat er opnieuw over nagedacht moest worden. Maar ook hier is geen gehoor gegeven aan onze verzoeken. Het is vermeldenswaard dat het gebruik van dit pad, ook al betekent het gevaarlijk samenleven met voetgangers en een klim bergop aan de kant van de Adeps, toch een alternatief is voor de andere kant.

U noemde het gebruik van de Chaudronlaan. Dit is natuurlijk mogelijk voor fietsers die dat willen, maar de route is langer omdat je het Sportcentrum toch aan de voorkant van het gebouw in moet. Het heeft ook een steilere helling en je moet tegen de verkeersstroom in fietsen op de Hugo Van der Goeslaan.

Tot slot, wat de te ondernemen actie betreft, kunnen we niet anders dan opnieuw een officieel verzoek indienen bij het gewestelijke bureau Mobiliteit, om op zijn minst dringend chevrons op de grond te plaatsen in de richting van de Montée Herrmann-Debroux richting Adeps, en om het fietspadenproject uit te voeren dat al in de dossiers van Brussel-Mobiliteit staat. En dat gaan we doen.

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Mesdames Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : piste cyclable ADEPS #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,
Cher public,

En décembre dernier, un reportage mettant en avant la dangerosité de l'itinéraire reliant le rond-point Hermann Debroux et l'Adeps a été diffusé par une chaîne locale.

On peut le dire, la situation est accidentogène : proximité immédiate de l'autoroute sans séparation, pas de marquage au sol, mauvais éclairage... La plupart des cyclistes estiment qu'ils font tout pour ne pas utiliser cet itinéraire.

Cette dangerosité avait d'ailleurs été une nouvelle fois mise en avant lors de la balade exploratoire organisée par le GRACQ durant la campagne électorale.

Selon nos informations, aucune demande de la commune n'a été introduite auprès du cabinet de la Ministre de la mobilité. Il aura fallu attendre une intervention de la presse pour que la situation soit prise au sérieux.

Selon nous, il est urgent de trouver une solution qui permette un acheminement des cyclistes en sécurité dans leur trajet vers l'ADEPS.

Nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont les propositions mises sur le table de la part de la commune pour sécuriser cet itinéraire et dans quel délai ?
- Pouvez-vous vous engager à introduire une demande officielle à la Région et au cabinet de la Ministre de la mobilité pour la mise en place d'une piste cyclable sécurisée ?

Pour le groupe Ecolo-Groen
Élise Willame et Noémie Dekoninck

Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :

Mesdames les conseillères,

Merci pour votre question qui me permet de revenir sur un dossier qui date déjà d'il y a quelques années. Nous avons en effet déjà interpellé les autorités régionales à de nombreuses reprises à propos de la

dangérosité des lieux.

Je me permettrai de rappeler en préambule que, quelle que soit la configuration des lieux en l'absence de piste cyclable ou de marquage au sol, les cyclistes doivent rouler sur la chaussée et non sur le trottoir. Cette situation est absolument anormale alors qu'il existe des raisons évidentes pour offrir une meilleure sécurité aux cyclistes.

L'historique du dossier est le suivant. La dangérosité de la circulation des cyclistes dans le sens de la montée allant d'Herrmann-Debroux vers l'Adeps a été signalée dès 2022, lors d'une réunion entre la Ministre bruxelloise de la Mobilité, la Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité.

Le dossier n'a pas bougé jusqu'au début de l'année dernière, lorsque le directeur du Centre sportif de la Forêt de Soignes a pris contact avec l'Echevin et avec le cabinet. Fin mars 2024, le Cabinet a reconnu que, pour de multiples raisons (manque d'effectif, interaction avec le PAD...) Bruxelles Mobilité n'avait pas pu porter attention au dossier.

Le 28 mai 2024, une réunion a eu lieu via Teams entre le Cabinet et la commune. A l'issue de cette réunion, deux pistes avaient été dégagées :

- soit placer des chevrons (des marquages au sol) sur la chaussée afin d'informer les automobilistes de la présence de cyclistes
- soit installer une véritable piste cyclable, solution qui avait la préférence du cabinet. Celle-ci nécessiterait cependant un permis, une enquête et des aménagements conséquents, donc des délais plus importants.

Un accord était finalement intervenu pour placer dans un premier temps rapidement des chevrons, une solution qui avait également les faveurs de l'Adeps. Depuis, nous n'avons cependant reçu aucune nouvelle du cabinet et la situation est restée en l'état malgré plusieurs rappels et échanges de mails.

Pour information, il y a une dizaine d'années, un projet de piste cyclable avait déjà été préparé par Bruxelles Mobilité, mais il était resté dans les cartons. Ce projet visait à établir une piste cyclable le long du trottoir entre le carrefour Herrmann-Debroux et l'Adeps tout en maintenant les deux bandes de circulation actuelles. Cet aménagement aurait également le mérite de sécuriser les piétons qui doivent actuellement marcher sur un étroit trottoir entre l'avenue des Frères Goemaere et l'avenue François-Elie Van Elderen. Pour permettre cet aménagement sans réduire l'espace dévolu aux piétons, il fallait « mordre » légèrement sur la largeur du parking sous le viaduc et sur la berme plantée au-delà du carrefour avec la chaussée de Wavre.

C'est probablement parce que rien ne bougeait que le directeur du Centre sportif a repris contact avec la presse, qui s'est fait l'écho de sa préoccupation.

La commune pourrait-elle se charger elle-même d'installer sur cette voirie régionale un marquage au sol sous forme de chevrons ? Nous ne le considérons pas comme pas une option, en raison du risque de contestation par la Région et du coût d'une telle installation (il faudrait placer du thermocollé sur longue distance parce que la peinture ne tiendrait pas longtemps sur une voirie aussi fréquentée).

En ce qui concerne maintenant la piste bidirectionnelle et le trottoir du côté du stade communal, nous avons aussi interpellé plusieurs fois la Région sur ce point en insistant sur le fait que cet aménagement était intenable à terme et qu'il fallait le repenser. Mais là aussi, nos demandes sont restées lettre morte. A noter que, même si cela implique la cohabitation dangereuse avec les piétons et une remontée du côté de l'Adeps, l'usage de cette piste est cependant une alternative à la montée par l'autre côté.

Vous évoquez l'utilisation de l'avenue Chaudron. C'est évidemment possible pour les cyclistes qui le souhaitent, mais le trajet est allongé puisqu'il faut de toute façon entrer au Centre sportif par l'avant du bâtiment. Il présente en outre une déclivité plus importante et implique de rouler à contresens dans l'avenue Hugo Van der Goes.

Enfin, ce qui concerne les actions à prendre, nous n'avons d'autre choix que de relancer une nouvelle fois de manière officielle le cabinet régional de la Mobilité pour demander a minima le placement en urgence de chevrons au sol dans le sens de la montée Herrmann-Debroux vers l'Adeps et la réalisation du projet de piste cyclable existant dans les cartons de Bruxelles-Mobilité. Et c'est ce que nous allons faire.

Mesdames les conseillères, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN):
ADEPS-fietspad #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van het College,
Dames en heren van de raad van bestuur,
Geacht publiek,

Afgelopen december heeft een lokale zender een reportage uitgezonden over de gevaren van de route tussen de kruispunt Hermann Debroux en Adeps.

We kunnen wel zeggen dat de situatie erg ongevalgevoelig is: onmiddellijke nabijheid van de snelweg zonder scheiding, geen wegmarkeringen, slechte verlichting, etc. De meeste fietsers hebben het gevoel dat ze er alles aan doen om deze route niet te gebruiken.

Dit gevaar kwam opnieuw naar voren tijdens de verkenningswandeling die GRACQ tijdens de verkiezingscampagne organiseerde.

Volgens onze informatie werd er geen verzoek van de gemeente ingediend bij het kabinet van de minister van Mobiliteit. Pas toen de pers tussenbeide kwam, werd de situatie ernstig genomen.

Wij vinden dat er dringend een oplossing moet komen om fietsers veilig naar ADEPS te brengen.

Onze vragen zijn als volgt:

- Welke voorstellen heeft de lokale overheid om deze route veiliger te maken, en hoe snel?
- Kunt u zich ertoe verbinden een officiële aanvraag in te dienen bij het Gewest en het kabinet van de minister van Mobiliteit voor de aanleg van een veilig fietspad?

Voor de Groep Ecolo-Groen
Élise Willame en Noémie Dekoninck

- **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om terug te komen op een kwestie die al enkele jaren speelt. We hebben de regionale autoriteiten al een aantal keer ingeschakeld in verband met de gevaarlijke

aard van de locatie.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat, ongeacht de configuratie van het terrein, als er geen fietspad of wegmarkering is, fietsers op de rijbaan moeten rijden en niet op het trottoir. Deze situatie is volstrekt abnormaal, ook al zijn er duidelijke redenen om de veiligheid voor fietsers te verbeteren.

De achtergrond van het project is als volgt. Het gevaar van fietsers die bergopwaarts gaan vanaf Herrmann-Debroux richting Adeps werd al in 2022 aangekaart tijdens een vergadering tussen de Brusselse minister van Mobiliteit, de burgemeester en de schepen van Mobiliteit.

Het dossier bleef ongewijzigd tot begin vorig jaar, toen de directeur van het Sportcentrum van Zoniënwood contact opnam met de schepen en het kabinet. Eind maart 2024 erkende het kabinet dat Brussel Mobiliteit om verschillende redenen (gebrek aan mankracht, interactie met de RPA, ...) geen aandacht had kunnen besteden aan het dossier.

Op 28 mei 2024 vond er via Teams een gesprek plaats tussen het kabinet en de gemeente. Aan het eind van deze bijeenkomst zijn twee wegen geïdentificeerd:

- het plaatsen van chevrons (wegmarkeringen) op de weg om automobilisten te informeren over de aanwezigheid van fietsers; of
- of een echt fietspad aanleggen, waar het bedrijf de voorkeur aan gaf. Dit laatste zou echter een vergunning, een onderzoek en grote verbeteringen vereisen, en zou daarom meer tijd in beslag nemen.

Er werd uiteindelijk een overeenkomst bereikt om in eerste instantie snel chevrons te plaatsen, een oplossing die ook de voorkeur had van Adeps. Sindsdien hebben we echter geen nieuws meer ontvangen van de firma en de situatie is onveranderd gebleven ondanks verschillende herinneringen en uitwisselingen van e-mails.

Ter informatie: ongeveer tien jaar geleden werd er al een fietspadproject voorbereid door Brussel Mobiliteit, maar dat werd opgeschort. Het doel van het project was om een fietspad aan te leggen langs het trottoir tussen het kruispunt Herrmann-Debroux en Adeps, met behoud van de twee bestaande rijbanen. Deze ontwikkeling zou het ook veiliger maken voor voetgangers, die momenteel over een smal voetpad tussen de Gebroeders Goemaerlaan en de François-Elie Van Elderenlaan moeten lopen. Om dit mogelijk te maken zonder de beschikbare ruimte voor voetgangers te verminderen, zou de breedte van de parking onder het viaduct en de beplante berm voorbij het kruispunt met de Waversesteenweg iets moeten worden "ingekort". Het was waarschijnlijk omdat er niets gebeurde dat de directeur van het sportcentrum weer contact opnam met de pers, die zijn bezorgdheid herhaalde.

Zou de lokale overheid zelf chevronmarkeringen kunnen aanbrengen op deze regionale wegen? We zien dit niet als een optie, vanwege het risico dat de regio dit aanvecht en de kosten van een dergelijke installatie (de hitteverzegelde verf zou over een lange afstand moeten worden aangebracht, omdat de verf niet lang houdbaar zou zijn op zo'n drukke weg).

Wat de tweerichtingsbaan en het trottoir aan de kant van het gemeentelijk stadion betreft, hebben we het Gewest ook meermaals op dit punt aangesproken en erop aangedrongen dat deze regeling op lange termijn onhoudbaar was en dat er opnieuw over nagedacht moest worden. Maar ook hier is geen gehoor gegeven aan onze verzoeken. Het is vermeldenswaard dat het gebruik van dit pad, ook al betekent het gevaarlijk samenleven met voetgangers en een klim bergop aan de kant van de Adeps, toch een alternatief is voor de andere kant.

U noemde het gebruik van de Chaudronlaan. Dit is natuurlijk mogelijk voor fietsers die dat willen, maar de route is langer omdat je het Sportcentrum toch aan de voorkant van het gebouw in moet. Het heeft ook een steilere helling en je moet tegen de verkeersstroom in fietsen op de Hugo Van der Goeslaan.

Tot slot, wat de te ondernemen actie betreft, kunnen we niet anders dan opnieuw een officieel verzoek indienen bij het gewestelijke bureau Mobiliteit, om op zijn minst dringend chevrons op de grond te plaatsen in de richting van de Montée Herrmann-Debroux richting Adeps, en om het fietspadenproject uit te voeren dat al in de dossiers van Brussel-Mobiliteit staat. En dat gaan we doen.

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Madame Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : chantier routier à Jezus-Eik #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises ici, notre commune n'a pas été épargnée ces derniers mois par les impacts des travaux de réaménagement routier aux abords de Bruxelles. Or, nous apprenions, il y a quelques semaines, l'arrivée d'un nouveau chantier destiné à construire, notamment, deux nouveaux ponts à Jezus-Eik afin de remplacer la structure existante.

Il va sans dire que ces nouveaux travaux auront également des conséquences importantes sur le trafic routier à Auderghem. Ce d'autant plus que le calendrier annoncé indique un chevauchement de plusieurs semaines avec les travaux déjà en cours sur le Ring.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la position des autorités communales auderghemoises sur ce nouveau chantier ?
- Quels contacts ont été pris avec les autorités flamandes ?
- Des solutions sont-elles envisageables et/ou déjà prévues afin de minimiser l'impact sur Auderghem ?
- Quel est le timing exact prévu actuellement pour la mise en œuvre de ces travaux ?

Je vous remercie.

Cécile Henrard, conseillère communale

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Madame la Conseillère,

Nous vous remercions pour votre question.

La commune est bien évidemment attentive à ce chantier annoncé depuis de nombreux mois. Pour rappel, ce chantier a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré par la Région bruxelloise et par la Région flamande.

Dans le cadre du permis d'urbanisme bruxellois, la commune avait rendu un avis défavorable pour 2 raisons principales : un impact important pour les riverains de la drève de Willericken et le garage Mannes et parce que le dossier présenté à l'enquête publique ne portait que sur la portion bruxelloise alors que le projet global était beaucoup plus impactant et nécessitait d'être mis à la l'enquête du côté bruxellois. Nous n'avons pas été suivi par la Région qui a remis un avis favorable. La commune a donc été en recours contre ce permis. Le 24 décembre dernier, nous avons été informés que les délais légaux du recours étaient épuisés et que ni le Gouvernement bruxellois ni le Collège d'Urbanisme ne s'étaient prononcés et que de facto la décision du fonctionnaire délégué de la Région était confirmée.

Face à cette situation et dans un esprit constructif, nous avons pris contact avec les représentants de De Werkvennootschap afin que des réponses concrètes puissent être apportées aux riverains et au garage Mannes qui subiront ces travaux pendant plusieurs mois et pour le réaménagement des voiries sur le territoire auderghemois. Une réunion est prochainement prévue et en fonction du résultat de celle-ci, nous nous réservons le droit d'aller au Conseil d'État afin de faire respecter nos droits.

Je cède maintenant la parole à Madame Maelschalck pour ce qui concerne les impacts en matière de mobilité.

• **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Madame la Conseillère,

Nous sommes évidemment particulièrement attentifs au timing des différents projets en cours ou en préparation sur le Ring, au Carrefour Léonard et à Jezus Eik, ainsi qu'à l'impact inévitable qu'ils auront sur le trafic vers et en sortie d'Auderghem.

Nous sommes en contact régulier avec l'administration flamande à propos de ces projets.

Pour rappel, la commune d'Auderghem a toujours affirmé qu'il n'était pas possible de démarrer d'autres travaux tant que le tourne-à-droite et le tourne-à-gauche de et vers Waterloo sur le Ring n'était pas rétabli.

Une réunion s'est encore tenue le 12 décembre dernier entre Madame la Bourgmestre, l'Échevin de l'Urbanisme et De Werkvennootschap.

Les dernières informations dont nous disposons témoignent d'une volonté de De Werkvennootschap d'améliorer la communication entre les intervenants ainsi que la coordination des différents chantiers.

Le 24 décembre dernier, il nous a ainsi été indiqué que la fermeture pendant 4 semaines du pont qui enjambe la E411 sera coordonnée avec les travaux d'AWV (Agentschap Wegen en Verkeer) au niveau du tunnel Léonard. De Werkvennootschap déclare son intention de limiter au maximum la phase la plus gênante des travaux pour le projet Jezus Eik et de déterminer le calendrier exact de cette phase en coordination avec le chantier Léonard.

C'est ce qu'indique le communiqué de presse de Werken aan de Ring publié ce même 24 décembre. Sur le site internet du projet, il n'est plus fait mention d'une fermeture de la bretelle de sortie N°2 fin janvier (comme cela avait été annoncé initialement) mais bien après la phase impactante des travaux à Léonard. Le calendrier exact de ces travaux n'est pas encore connu.

Madame la Conseillère, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV):
wegwerkzaamheden bij Jezus-Eik #**

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Zoals we hier al meermaals hebben vermeld, is onze gemeente de laatste maanden niet gespaard gebleven van de impact van wegenwerken aan de rand van Brussel. Enkele weken geleden vernamen we de komst van een nieuwe werf voor de bouw van twee nieuwe bruggen in Jezus-Eik ter vervanging van de bestaande structuur.

Het spreekt voor zich dat deze nieuwe werken ook een grote impact zullen hebben op het wegverkeer in Oudergem. Temeer daar de aangekondigde planning een overlapping van meerdere weken aangeeft met de werken die al aan de gang zijn op de Ring.

Onze vragen zijn als volgt:

- Wat is het standpunt van de gemeente Oudergem over dit nieuwe project?
- Welke contacten zijn er gelegd met de Vlaamse autoriteiten?
- Zijn er oplossingen mogelijk en/of reeds gepland om de impact op Oudergem tot een minimum te beperken?
- Wat is het exacte tijdschema voor de uitvoering van deze werkzaamheden?

Hartelijk dank.

Cécile Henrard, gemeenteraadslid

- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

De gemeente houdt dit project, dat al maanden geleden werd aangekondigd, uiteraard nauwlettend in de gaten. Ter herinnering, de stedenbouwkundige vergunning voor dit project werd zowel door het Brusselse

als het Vlaamse Gewest toegekend. In het geval van de Brusselse stedenbouwkundige vergunning bracht de gemeente een ongunstig advies uit om 2 belangrijke redenen: de grote impact op de omwonenden van de Willeriksedreef en de Mannes garage, en het feit dat het dossier dat ingediend werd bij het openbaar onderzoek enkel betrekking had op het Brusselse gedeelte, terwijl het totale project een veel grotere impact had en aan de Brusselse kant ingediend moest worden bij het onderzoek. We werden niet gevolgd door het Gewest, dat een gunstig advies uitbracht. De gemeente ging daarom in beroep tegen de vergunning. Op 24 december vorig jaar kregen we te horen dat de wettelijke termijnen voor het indienen van een beroep waren verstreken en dat noch de Brusselse regering noch het Stedenbouwkundig College hun advies hadden gegeven, wat betekende dat de beslissing van de gedelegeerde ambtenaar van het Gewest was bevestigd.

Geconfronteerd met deze situatie en in een constructieve geest, hebben we contact opgenomen met de vertegenwoordigers van De Werkvennootschap zodat er concrete antwoorden kunnen worden gegeven aan de buurtbewoners en de garage Mannes die gedurende meerdere maanden hinder zullen ondervinden van deze werken en voor de heraanleg van de wegen in de buurt van Oudergem. Er is een vergadering gepland voor de nabije toekomst en, afhankelijk van de uitkomst, behouden we ons het recht voor om naar de Raad van State te stappen om ervoor te zorgen dat onze rechten worden gerespecteerd.

Ik geef nu het woord aan mevrouw Maelschalck om te spreken over de gevolgen voor de mobiliteit.

- **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, lid van de gemeenteraad :**

Raadslid,

We besteden uiteraard bijzondere aandacht aan de timing van de verschillende projecten die aan de gang of in voorbereiding zijn op de Ring, bij Léonardkruispunt en bij Jezus Eik, en aan de onvermijdelijke impact die ze zullen hebben op het verkeer van en naar Oudergem.

We hebben regelmatig contact met de Vlaamse overheid over deze projecten.

Ter herinnering, de gemeente Oudergem heeft altijd volgehouden dat het niet mogelijk was om verdere werken aan te vatten zolang de rechts- en linksafslag van en naar Waterloo op de Ring niet hersteld was.

Op 12 december vond er nog een bijeenkomst plaats tussen de burgemeester, de locoburgemeester van Ruimtelijke Ordening en De Werkvennootschap.

Uit de laatste informatie waarover we beschikken, blijkt dat De Werkvennootschap vastbesloten is de communicatie tussen de verschillende betrokken partijen en de coördinatie van de verschillende werven te verbeteren.

Op 24 december kregen we te horen dat de 4 weken durende sluiting van de brug over de E411 gecoördineerd zal worden met de werken die AWW (Agentschap Wegen en Verkeer) uitvoert aan de Leonard tunnel. De Werkvennootschap heeft de intentie uitgesproken om de meest storende fase van de werken voor het Jezus Eik project tot een minimum te beperken en de exacte timing voor deze fase te bepalen in coördinatie met de Léonard werken

Dit staat in het persbericht van Werken aan de Ring van 24 december. Op de website van het project wordt niet meer gesproken over de afsluiting van de afrit nr. 2 eind januari (zoals aanvankelijk aangekondigd), maar pas na de impactfase van de werken aan Léonard. Het exacte tijdschema voor deze werkzaamheden is nog niet bekend

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Madame Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre) : Plan « hiver » pour le soutien aux personnes sans-abri sur notre territoire #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, Cher public,

Depuis le 7 janvier 2025, la Région Bruxelloise a décidé d'activer son plan « Froid extrême » et ce pour une période d'un mois avec possibilité de prolongation en cas de nécessité.

La commune d'Auderghem prévoit en activant son plan « Grand froid » après 3 jours sous -3 degrés, des salles où se réchauffer et d'autres actions. Des actions plus pérennes sont également entreprises par le CPAS et par les services de l'action sociale communale pour aider ceux d'entre nous qui en ont le plus besoin tout au long de l'année.

Je me permets cependant de vous interpellier concernant le plan hiver mis en place pour notre parfaite information et ce que nous pourrions faire pour accroître notre impact.

Mes questions sont les suivantes :

- Quel est le dispositif mis en place, concerté et coordonné avec les autres niveaux de pouvoir, les ASBL présentes sur notre territoire ou les communes voisines et nos services communaux, pour aider et accompagner les personnes sans-abri lors de ces périodes de grand froid ?
- Les années précédentes, à Auderghem, le plan « hiver » était activé après 3 jours sous -3 degrés, Une gradation dans les actions est-elle possible à des niveaux de températures plus élevés ou dans certaines conditions moins restrictives ?

Je vous remercie pour vos réponses et réflexions.

Jany CRUCIFIX, Conseillère communale Défi

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Le collège a adopté en date du 19 novembre 2024 le plan Grand froid pour les personnes sans domicile durant cette période, lequel implique les mesures ci-après :

- Multiplier les interventions sur le terrain suffisamment à l'avance quand l'IRM prévoit une période de minimum 3 jours au-dessous de zéro entre le 1 décembre 2024 et le 1 mars 2025 par les "maraudes"

des acteurs sociaux dans tous les quartiers d'Auderghem ainsi que par les patrouilles de police.

Il s'agit donc concrètement d'équipes de travailleurs sociaux qui circulent pour distribuer des boissons chaudes, des couvertures, des vêtements propres via la vestiboutique de la Croix-Rouge et qui informent des services d'aides disponibles (dispositifs de jour, services de santé, aides alimentaires, accueil d'urgence et de nuit) pour accompagner les personnes dans leurs démarches et pour leur trouver un centre d'hébergement d'urgence.

Ces maraudes se font en étroite collaboration avec des partenaires locaux tels que le CPAS, la Police, la Croix-Rouge d'Auderghem et l'ASBL Babel'zin.

Ils travaillent également avec des partenaires régionaux pour trouver des solutions d'hébergement d'urgence, notamment Bruss'help, le Samusocial, les maraudes de Bruxelles et Includo (service de la STIB).

Il s'agit, à court terme, de recherche de solutions d'hébergement d'urgence pour la nuit, accès à des soins et à des douches si nécessaires et à long terme d'une mise en place de solutions durables pour accompagner les personnes vers une sortie de la rue.

Les informations sur les personnes sans abri rencontrés sont transmises au Coordinateur de la Planification d'urgence qui est notre « SPOC » grand froid.

C'est le Planu qui se charge de se concerter avec les Centres d'accueil d'urgence et qui en communique la liste aux travailleurs de rue et à la police plusieurs fois par semaine.

La communication est donc transversale entre police-Planu-prévention et un groupe WA a été créé pour qu'elle soit le plus fluide possible.

Une antenne « chauffoir » est organisés par ailleurs lors de ces périodes de grand froid par l'équipe de la CEMPA au Lambin du lundi au samedi. L'information de l'existence de cette antenne est également transmise par les acteurs de terrain.

En complément, l'ASBL Babel'zin propose également un accueil en journée (sauf le samedi).

Concernant la gradation des actions selon les conditions climatiques, le plan « hiver » à Auderghem est théoriquement déclenché après trois jours consécutifs sous -3°C comme je le disais. Cependant, nos équipes interviennent dès qu'une situation de rue est signalée, indépendamment des températures.

A ce jour :

- Hormis un sdf localisé à DEMEY, qui a été finalement intégré au centre d'accueil Lemonnier, tant les rondes de police que les éducateurs de rue n'ont pas constaté de personnes en situation de péril dans les rue, la nuit, en période de grand froid
- Par ailleurs, la STIB laisse ses portes ouvertes la nuit pour que les sdf puissent se réfugier au chaud, intervenants sociaux et croix rouge prenant contact avec eux dans ce cadre sur tout le réseau.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre): Winterplan voor steun aan daklozen in ons gebied #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad.

Geachte collega's, Geacht publiek,

Op 7 januari 2025 besliste het Brussels Gewest om zijn "Extreme Koude"-plan te activeren voor een periode van één maand, met de mogelijkheid van een verlenging indien nodig.

De gemeente Oudergem heeft haar "Extreme Koude"-plan geactiveerd na 3 dagen onder -3 graden, door kamers ter beschikking te stellen om zich warm te houden en andere acties. Er worden ook meer permanente maatregelen genomen door het OCMW en de lokale sociale diensten om mensen die het het meest nodig hebben het hele jaar door te helpen.

Ik wil je echter vragen naar het winterplan dat is opgesteld om ons volledig op de hoogte te houden en wat we kunnen doen om onze impact te vergroten.

Ik heb de volgende vragen:

- Welke regelingen zijn er getroffen, in overleg en coördinatie met de andere bestuursniveaus, de VZW's die in ons gebied of naburige gemeenten actief zijn en onze gemeentelijke diensten, om daklozen tijdens deze perioden van extreme kou te helpen en te ondersteunen?
- De voorbije jaren werd in Oudergem het "winterplan" geactiveerd na 3 dagen onder -3 graden. Is het mogelijk om de acties op te drijven bij hogere temperaturen of in minder beperkende omstandigheden?

Bedankt voor jullie antwoorden en gedachten.

Jany CRUCIFIX, gemeenteraadslid Défi

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Op 19 november 2024 heeft het college het koudweerplan voor dak- en thuislozen in deze periode vastgesteld, dat de volgende maatregelen omvat:

- De interventies op het terrein voldoende op voorhand vermenigvuldigen wanneer het KMI een

periode van minstens 3 dagen onder nul voorspelt tussen 1 december 2024 en 1 maart 2025 door "plunderende" maatschappelijk werkers in alle wijken van Oudergem en door politiepatrouilles.

In de praktijk betekent dit teams van maatschappelijk werkers die warme dranken, dekens en schone kleren uitdelen via de vestiboutique van het Rode Kruis en die informatie geven over de beschikbare hulpdiensten (dagopvang, gezondheidszorg, voedselhulp, nood- en nachtopvang) om mensen te helpen met hun vragen en om noodopvang te vinden.

Deze patrouilles worden uitgevoerd in nauwe samenwerking met lokale partners zoals het OCMW, de politie, het Rode Kruis van Oudergem en de VZW Babel'zin.

Ze werken ook samen met regionale partners om noodopvang te vinden, zoals Bruss'help, Samusocial, de Brusselse straathoekwerkers en Includo (een MIVB-dienst).

Op de korte termijn is het doel om noodopvang voor de nacht te vinden, met toegang tot zorg en douches indien nodig, en op de lange termijn om duurzame oplossingen op te zetten om mensen van de straat te helpen.

Informatie over de daklozen die we tegenkomen wordt doorgegeven aan de coördinator voor noodplanning, die ons "SPOC" is voor de extreme kou.

Planu is verantwoordelijk voor de contacten met de noodopvangcentra en deelt de lijst meerdere keren per week mee aan straathoekwerkers en de politie.

De communicatie tussen politie en planu-preventie is daarom transversaal en er is een WA-groep opgericht om ervoor te zorgen dat dit zo soepel mogelijk verloopt.

Het CEMPA-team organiseert ook een "verwarmingscentrum" in Le Lambin van maandag tot zaterdag tijdens perioden van extreme kou. Informatie over het bestaan van dit centrum wordt ook doorgegeven door de mensen die op het terrein werken.

Daarnaast biedt Babel'zin VZW ook een receptiedienst overdag (behalve op zaterdag).

Wat de gradatie van de acties in functie van de weersomstandigheden betreft, wordt het "winterplan" in Oudergem theoretisch geactiveerd na drie opeenvolgende dagen van minder dan -3°C, zoals ik al zei. Onze teams grijpen echter in zodra er een straatsituatie wordt gemeld, ongeacht de temperatuur.

Tot op heden :

- Met uitzondering van een dakloze die zich in DEMEY bevond en die uiteindelijk in het opvangcentrum Lemonnier werd geïntegreerd, hebben zowel de politierondes als de straathoekwerkers 's nachts geen personen in een gevaarlijke situatie op straat waargenomen tijdens perioden van extreme koude.
- Bovendien laat de MIVB haar deuren 's nachts open zodat daklozen hun toevlucht kunnen zoeken in de warmte van de lucht, waarbij maatschappelijk werkers en het Rode Kruis contact met hen opnemen via het hele netwerk.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

**#Objet : Question orale de Madame Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre) : projet de
Tour à Delta #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

Lors du conseil du mois de novembre 2024, notre groupe DÉFI, vous avait interrogé sur le projet de la nouvelle construction immobilière « Triomphe 172 », surnommée Tour Triomphe car nous nous inquiétons fortement pour le bien-être de nos riverains et pour le futur de la commune face à ce projet. En dehors de l'esthétique de la Tour, la hauteur du projet, 80 mètres, le surdimensionnement par rapport au quartier, le peu de considération pour les espaces verts et les questions de mobilité nous interpellaient.

L'enquête publique a été clôturée et la commission de concertation s'est tenue le 19 décembre dernier devant plus d'une cinquantaine de riverains qui ont souhaité faire entendre leur opposition au projet. Lors de l'enquête, plus de 250 réclamations ont été envoyées et 99% des avis émis étaient défavorables. Ces chiffres ont été partagés lors de la commission de concertation. Cette forte mobilisation aura, je l'espère, été entendue.

Au-delà du fait qu'un tel bâtiment défigurait l'entrée de la commune, les habitants du quartier sont inquiets de la suite qui sera réservée à ce projet. C'est pourquoi je me permets de venir vers vous une nouvelle fois, au nom de mon groupe, avec des questions concernant l'état du projet et les actions que la commune compte entreprendre.

Mes questions sont les suivantes:

- Pourriez-vous nous faire part de l'avis de la commission de concertation sur ce projet ?
- La Région et la commune ont-elles émis un avis commun ou les positions étaient-elles divergentes ?
- Quels sont les arguments invoqués par les deux parties ?
- Les riverains seront-ils informés sur la suite apportées au dossier ? Une autre action de leur part est-elle envisageable et nécessaire ?
- La mobilisation conjointe de la commune et des riverains a-t-elle convaincu le promoteur ou la région de faire preuve d'ouverture ? Si oui, quels sont les points ouverts à discussion ?
- Quelles sont les prochaines étapes ?

Je vous remercie pour votre attention

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin

Madame la conseillère,

Merci pour votre question qui me permettra de revenir sur un dossier urbanistique majeur sur notre commune.

Je commencerai ma réponse par un rappel : si Perspective, le service de planification urbanistique régional avait pris en compte les remarques émises par notre commune dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement directeur PAD Delta-Herrmann-Debroux, nous ne serions pas aujourd'hui confronté à cette demande de permis d'urbanisme d'un promoteur qui affirme qu'il répond à une volonté régionale.

Comme vous l'indiquez le projet est passé devant la commission de concertation du 19 décembre dernier. Dans cette commission, siègent des représentants de Bruxelles Environnement, de la direction Urbanisme et Patrimoine d'Urban.brussels et la commune. Lors de cette commission, la commune d'Ixelles était également présente. Plus de 50 riverains étaient présents et se sont exprimés contre le projet. Les membres de la commission ont également fait part leurs remarques et questions sur le projet. Les remarques principales portaient sur la hauteur de la tour, la densité, le manque d'espaces verts, l'ombrage porté au quartier et l'impact négatif sur la mobilité locale.

Les réponses apportées par le promoteur à ces différentes interpellations ne nous ont pas convaincus. Nous avons donc décidé de remettre un avis défavorable sur ce projet. Ce n'était pas une surprise non plus. Depuis 2019, notre conseil s'est toujours prononcé pour un repère paysager n'excédant pas 60m de hauteur. Une tour massive de 80 m de hauteur ne répond nullement à notre demande. Un repère paysager n'est pas nécessairement une tour. Le PAD n'impose nullement non plus la hauteur du repère paysager prévu, il mentionne seulement un maximum. Perspective.brussels et le BMA ont remis des avis négatifs sur ce projet. Perspective indiquant même que certaines prescriptions réglementaires du PAD n'étaient pas respectées.

Malgré le rejet massif des riverains, les avis de Perspective et du BMA ainsi que celui de la commune, les représentants régionaux d'Urban et de Bruxelles Environnement ont choisi de remettre un avis favorable au projet, assorti d'un grand nombre de conditions, mais sans remettre en question les fondamentaux problématiques : choix d'une tour, hauteur excessive de la tour, la densité inappropriée, le manque criant d'espaces verts, l'ombrage porté au quartier et l'impact négatif sur la mobilité locale.

La Région a même choisi de revenir sur certaines prescriptions du PAD. Ainsi, le PAD prévoit l'obligation de prévoir une porosité qui soit uniquement réservée à la circulation cyclo-piétonne sur le site. L'avis de la Région indique que cette porosité ne doit plus être exclusivement réservée aux piétons et cyclistes. Un autre exemple : la prescription 00.05 prévoit que la hauteur des constructions neuves contribue à créer une composition urbaine spatialement équilibrée, dans le respect du bâti existant dans le périmètre du plan et à ses abords. L'avis s'écarte totalement de ces deux prescriptions réglementaires. C'est du rarement vu en matière d'urbanisme.

Vu que les membres régionaux de la commission de concertation sont majoritaires, l'avis de la commission a donc été scindé en deux : un avis majoritaire favorable conditionnel et un avis minoritaire défavorable.

De plus, nous ne voulons pas que la demande de mobilité qui résulterait de ce projet contribue à l'abandon des avancées obtenues pour l'aménagement de tout l'espace public du PAD et notamment à l'aménagement qualitatif du carrefour Delta. Or, en matière d'équipements publics, d'aménagement des voiries et des espaces verts prévus, la Région avance à reculons ! Depuis le début du PAD Herrmann-Debroux, nous plaçons pour que les infrastructures de mobilité et le réaménagement de l'espace public soient réalisés en priorité. Ce projet immobilier va à l'encontre de cette logique et des principes mêmes du PAD Herrmann-Debroux. La Région doit respecter ses engagements et cesser de se substituer à ses obligations légales.

Pour la suite, il est très vraisemblable que les promoteurs porteurs du projet présentent des plans modifiés pour répondre à l'avis de la commission de concertation. Ils ont 6 mois pour ce faire. Nous serons très attentifs sur le fait que ces plans modifiés soient soumis à une nouvelle enquête publique et donc à une nouvelle commission de concertation. Nous analyserons ces plans sur base de toutes nos prises de positions et nous n'en dévierons pas. La commune d'Auderghem continuera à refuser tout projet démesuré qui nuirait à l'équilibre des quartiers voisins. Toutes les voies juridiques seront par ailleurs utilisées pour protéger les habitants si un permis d'urbanisme était délivré par la Région et qu'il ne répondait pas à nos conditions.

J'appelle donc la Région bruxelloise à prendre ses responsabilités : les priorités doivent être le réaménagement de l'espace public et les infrastructures de mobilité, et non le développement immobilier à outrance.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.
Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre):
Delta toren project #**

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren,
Beste collega's,

Tijdens de raadsvergadering van november 2024 stelde onze DéFI-fractie u vragen over het nieuwe bouwproject "Triomf 172", bijgenaamd de Triomf Toren, omdat we ons grote zorgen maakten over het welzijn van onze buurtbewoners en de toekomst van de gemeente in verband met dit project. Afgezien van de esthetische aantrekkingskracht van de toren, waren we bezorgd over de hoogte van het project van 80 meter, het feit dat het te groot was voor de buurt en het gebrek aan aandacht voor groene ruimtes en mobiliteitsproblemen.

De openbare enquête is afgesloten en het overlegcommissie kwam op 19 december bijeen voor meer dan vijftig buurtbewoners die hun verzet tegen het project wilden uiten. Tijdens het onderzoek werden meer dan 250 klachten ingediend en 99% van de meningen was negatief. Deze cijfers werden gedeeld door het overlegcommissie. Ik hoop dat deze sterke mobilisatie is gehoord.

Afgezien van het feit dat een dergelijk gebouw de ingang van de stad zou ontsieren, maken de buurtbewoners zich zorgen over wat er met het project gaat gebeuren. Daarom ben ik zo vrij om namens mijn fractie nogmaals naar u toe te komen met vragen over de status van het project en de actie die de gemeente van plan is te ondernemen.

Ik heb de volgende vragen:

- Kunt u ons de mening van het overlegcommissie over dit project geven?
- Hebben het Gewest en de gemeente een gezamenlijk advies uitgebracht of liepen hun standpunten uiteen?
- Wat zijn de argumenten van de twee partijen?
- Worden omwonenden geïnformeerd over de uitkomst? Is verdere actie van hun kant haalbaar en noodzakelijk?
- Heeft de gezamenlijke mobilisatie van de gemeente en omwonenden de ontwikkelaar of de regio overtuigd om openheid van zaken te geven? Zo ja, welke punten zijn bespreekbaar?

- Wat zijn de volgende stappen?

Bedankt voor uw aandacht

- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, waardoor ik kan terugkomen op een belangrijk stedenbouwkundig probleem in onze gemeente.

Ik wil mijn antwoord beginnen met een herinnering: als Perspective, de gewestelijke dienst voor stedenbouw, rekening had gehouden met de opmerkingen van onze gemeente tijdens de voorbereiding van het masterontwikkelingsplan RPA Delta-Herrmann-Debroux, dan zouden we vandaag niet geconfronteerd worden met deze aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning van een ontwikkelaar die beweert dat hij tegemoetkomt aan een gewestelijke wens.

Zoals u al aangaf, werd het project op 19 december doorverwezen naar de overlegcommissie. In dit comité zetelen vertegenwoordigers van Leefmilieu Brussel, de dienst Stedenbouw en Erfgoed van Urban.brussels en de gemeente. Ook de gemeente Elsene was aanwezig. Meer dan 50 buurtbewoners waren aanwezig en spraken zich uit tegen het project. De leden van het comité formuleerden ook hun opmerkingen en vragen over het project. De belangrijkste opmerkingen hadden betrekking op de hoogte van de toren, de dichtheid, het gebrek aan groene ruimtes, de beschaduwing van de buurt en de negatieve impact op de lokale mobiliteit. We waren niet overtuigd door de antwoorden van de ontwikkelaar op deze verschillende vragen. Daarom hebben we besloten om een negatief advies over dit project uit te brengen. Dit was ook geen verrassing. Sinds 2019 is onze Raad altijd voorstander geweest van een landschapsbaken dat niet hoger is dan 60 meter. Een enorme toren van 80 m hoog voldoet op geen enkele manier aan onze eisen. Een landmark is niet noodzakelijk een toren. Het RPA legt ook op geen enkele manier de hoogte van het geplande landschapsbaken op; het vermeldt enkel een maximum. Perspective.brussels en het BMA hebben negatieve adviezen uitgebracht over dit project. Perspective gaf zelfs aan dat bepaalde reglementaire vereisten van het RPA niet werden gerespecteerd.

Ondanks de overweldigende afwijzing van het project door de buurtbewoners, de adviezen van Perspective en het BMA en die van de gemeente, kozen de gewestelijke vertegenwoordigers van Urban en Leefmilieu Brussel ervoor om een positief advies uit te brengen voor het project, onder een groot aantal voorwaarden, maar zonder de fundamentele problemen in vraag te stellen: de keuze voor een toren, de buitensporige hoogte van de toren, de ongepaste dichtheid, het flagrante gebrek aan groene ruimten, de beschaduwing van de buurt en de negatieve impact op de lokale mobiliteit.

Het Gewest heeft zelfs besloten om terug te komen op sommige eisen van het RPA. Het RPA voorziet bijvoorbeeld in de verplichting om op de site een doorgang te voorzien die uitsluitend bestemd is voor voetgangers en fietsers. In het advies van het Gewest staat dat deze doorgang niet langer exclusief voor voetgangers en fietsers moet worden voorbehouden. Een ander voorbeeld: bepaling 00.05 stelt dat de hoogte van nieuwe gebouwen moet bijdragen tot het creëren van een ruimtelijk evenwichtige stedelijke compositie, met respect voor de bestaande gebouwen binnen de omtrek van het plan en de omgeving. Het advies wijkt volledig af van deze twee voorschriften. Dit is iets wat zelden voorkomt in de stedenbouw.

Aangezien de regionale leden van het overlegcommissie in de meerderheid zijn, is het advies van het comité in tweeën gesplitst: een meerderheidsadvies dat voorwaardelijk gunstig is en een minderheidsadvies dat ongunstig is.

Bovendien willen we niet dat de mobiliteitsvraag die uit dit project zou voortvloeien, ertoe bijdraagt dat de vooruitgang die is geboekt in de ontwikkeling van de hele openbare ruimte van het RPA, en in het bijzonder de kwalitatieve ontwikkeling van het Deltakruispunt, wordt opgegeven. Op het gebied van openbare voorzieningen, wegeaanleg en geplande groene ruimten gaat de regio achteruit! Sinds de start van het RPA Herrmann-Debroux vragen we om prioriteit te geven aan mobiliteitsinfrastructuur en de herinrichting van de openbare ruimte. Dit woningbouwproject druist in tegen deze logica en de principes van het RPA Herrmann-Debroux. Het Gewest moet zijn verbintenissen nakomen en ophouden zichzelf in de plaats te stellen van zijn wettelijke verplichtingen.

In de toekomst zullen de projectpromotoren hoogstwaarschijnlijk gewijzigde plannen indienen als reactie op het advies van de overlegcommissie. Ze hebben hiervoor 6 maanden de tijd. We zullen er nauwlettend op toezien dat deze gewijzigde plannen worden voorgelegd aan een nieuw openbaar onderzoek en dus aan een

nieuwe overlegcommissie. We zullen deze plannen analyseren op basis van al onze standpunten en we zullen er niet van afwijken. De gemeente Oudergem zal elk buitenproportioneel project dat het evenwicht van de aangrenzende wijken zou verstoren, blijven verwerpen. Alle juridische middelen zullen ook worden aangewend om de bewoners te beschermen als het Gewest een stedenbouwkundige vergunning afgeeft die niet aan onze voorwaarden voldoet.

Ik roep het Brussels Gewest dan ook op om zijn verantwoordelijkheid te nemen: de prioriteiten moeten liggen bij het herinrichten van de openbare ruimte en de mobiliteitsinfrastructuur, niet bij overmatige vastgoedontwikkeling.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

**#Objet : Question orale de Madame Vincianne Lerate (Liste de la Bourgmestre) : déneigement des
voiries #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 8 janvier dernier, une offensive hivernale a touché notre pays. Audergthem n'a pas été épargnée et s'est vue recouvrir d'un tapis blanc.

De nos jours, les avancées technologiques contribuent à établir des prévisions météorologiques de plus en plus précises et donc permettent, en théorie, à tous les acteurs concernés de se préparer au gel, à la neige et au verglas.

Même si les périodes d'enneigement sont de moins en moins fréquentes et de moins en moins denses, force est de constater que la mobilité reste affectée dans de telles conditions. Ce mois de janvier est loin d'être comparable à celui de l'année 2010 où un niveau de 20cm de neige a été relevé : ce fût d'ailleurs l'un des épisodes hivernaux le plus marquant de notre décennie.

Le citoyen est pourtant en droit de s'attendre à ce que la viabilité du réseau routier (en ce compris les trottoirs et aménagements cyclables) soit assurée en cas d'enneigement.

Mes questions sont les suivantes :

- Comment la commune s'organise pour assurer le salage/sablage des voiries et de leurs dépendances ?
- De quels moyens les services communaux disposent-ils pour cela ? (matériel, produits et moyens humains).
- Est-ce qu'un point d'attention particulier est porté sur le cheminement des piétons. En effet, il est du devoir des riverains de dégager le trottoir devant leur domicile mais quid des zones non habitées, des copropriétés souvent laissées pour compte. Par quels canaux est-il rappelé aux habitants leurs obligations en la matière? Le non-respect de ces obligations entraîne-t-il des sanctions ?
- Comme pour la propreté, la commune se substitue-t-elle à la Région là où celle-ci tarde à intervenir ? (par ex : zones cyclables du carrefour Souverain - Debroux et du carrefour Invalides/Demey/Watermael). A quel coût ?

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin

Madame la conseillère,

Merci pour votre question qui me permettra de clarifier et d'expliquer un service aux citoyens qui fait débat à chaque apparition d'un flocon de neige.

Chaque année, la Voirie fait parvenir une liste de garde sel au service de police. La période de garde démarre en général le 15 décembre et se termine le 15 février. La garde est composée d'un chauffeur, d'un convoyeur et d'un responsable. Suivant les conditions météo, le responsable de la Voirie peut également demander l'intervention du tracteur. Hors des périodes de garde, le responsable de la Voirie est toujours disponible H24 et peut requérir une équipe pour une intervention rapide.

C'est la police, présente sur le terrain, qui appelle le service de garde ou le responsable de la voirie pour lancer les interventions des véhicules. Le responsable de la Voirie peut également prendre l'initiative de cette décision.

La commune se charge de dégager en priorité les rues où passent les transports en commun, les axes structurants de la commune où la circulation est importante (Lebon, Invalides, etc...) et les zones d'accès aux différentes écoles de la commune. Pour que le sel soit efficace, il faudrait retirer toute la neige puis saler la rue, mais impossible tant qu'il neige. Il faut également qu'après avoir mis du sel, il y ait du passage de véhicules en suffisance pour plus d'efficacité. Si personne ne roule, le sel ne sera pas très efficace.

Nous ne pouvons plus parler de sablage, car nous avons reçu des directives provenant de la centrale d'épuration des eaux nous demandant d'éviter l'utilisation du sable, car il encrasse les filtres des stations d'épuration.

Au niveau des équipements et moyens humains intervenant dans les épisodes de gel/neige, la commune dispose d'un camion portant un container trémie d'une capacité de 4 tonnes de sel, d'un tracteur portant une trémie d'une capacité d'une tonne de sel, de 6 véhicules, d'une équipe de balayeur à pied pour le déneigement des portions de trottoir et sorties de métro et arrêts de bus qui nous incombent et de 2 lames à neige. Cependant, il est très difficile de les employer vu le nombre de coussins berlinois, les oreilles de trottoir ainsi que les voitures mal stationnées. Le service Plan Vert procède également au déneigement de certaines zones se situant dans les quartiers du Transvaal et du Parc des Princes. Les équipes peintres routes et peintres bâtiments s'occupent des trottoirs des bâtiments de la Régie foncière.

Comme vous le rappelez, le déneigement des trottoirs est de la responsabilité des propriétaires/locataires des habitations. Le cheminement des piétons sur les voiries qui nous incombent est déneigé par nos équipes mobiles, balayeurs et concierges de bâtiment.

Le non-respect de cette obligation de déneigement peut entraîner des sanctions administratives (SAC). La commune a déjà dressé des PV avec la police quand la situation était jugée dangereuse et que des personnes étaient tombées. Cependant, nous préférons toujours la sensibilisation à la verbalisation.

Concernant les voiries régionales, les services régionaux de Bruxelles Mobilité sont assez bien proactifs même si nous devons quand même parfois repasser derrière à la suite d'appels de la zone de police.

Enfin, je terminerai ma réponse par remercier l'ensemble du personnel communal qui est systématiquement sur le pont pour être au service des citoyens et leur permettre de circuler dans des conditions un peu plus sécurisantes. Et il restera mobilisé malgré les critiques faciles de personnes cachées derrière leur écran.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vincianne Lerate (Liste de la Bourgmestre):
sneeuwruimen wegen #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Op 8 januari werd ons land getroffen door een winteroffensief. Oudergem bleef niet gespaard en werd bedekt met een witte deken.

Dankzij de technologische vooruitgang worden weersvoorspellingen tegenwoordig steeds nauwkeuriger, wat in theorie betekent dat iedereen zich kan voorbereiden op vorst, sneeuw en ijs.

Hoewel de sneeuwperiodes minder frequent en minder dicht worden, moet gezegd worden dat de mobiliteit nog steeds beïnvloed wordt door dergelijke omstandigheden. Deze januari is bij lange na niet te vergelijken met 2010, toen er 20 cm sneeuw viel: in feite was het een van de belangrijkste wintergebeurtenissen van ons decennium.

Het publiek heeft echter het recht om te verwachten dat het wegennet (inclusief trottoirs en fietspaden) bruikbaar blijft in geval van sneeuw.

Ik heb de volgende vragen:

- Hoe organiseert de lokale overheid het strooien van zout en zand op wegen en aanverwante gebieden?
- Welke middelen (apparatuur, producten en personeel) hebben de gemeentelijke afdelingen tot hun beschikking om dit te bereiken?
- Wordt er speciale aandacht besteed aan voetpaden? Buurtbewoners hebben de plicht om de stoep voor hun huis schoon te maken, maar hoe zit het met onbewoonde gebieden en flatgebouwen, die vaak aan hun lot worden overgelaten? Via welke kanalen worden bewoners aan hun verplichtingen op dit gebied herinnerd? Zijn er sancties voor niet-naleving?
- Zal de lokale overheid, net als bij het afvalbeheer, de taak overnemen van het Gewest wanneer dit traag in actie komt (bijv. fietszones op het kruispunt Souverain - Debroux en het kruispunt Invalides/Demey/Watermael)? Tegen welke kosten?
- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag, die me in staat zal stellen om een dienst aan het publiek te verduidelijken en uit te leggen waarover elke keer dat er een sneeuwvlokje opduikt wordt gediscussieerd.

Elk jaar stuurt het Wegenis een lijst met zout op afroep naar het politiedepartement. De wachtperiode loopt over het algemeen van 15 december tot 15 februari. De wacht bestaat uit een chauffeur, een koerier en een manager. Afhankelijk van de weersomstandigheden kan het hoofd van de Wegenis ook het gebruik van de tractor aanvragen. Buiten de oproepperiodes is de wegbeheerder altijd 24 uur per dag beschikbaar en kan hij een team oproepen voor een snelle reactie.

Het is de politie, aanwezig op het terrein, die de oproepdienst of de wegbeheerder belt om voertuiginterventies te initiëren. De wegbeheerder kan ook het initiatief nemen.

De gemeente zal voorrang geven aan het sneeuwvrij maken van de straten die door het openbaar vervoer worden gebruikt, de belangrijkste verkeersaders van de gemeente (Lebon, Invalides, enz.) en de toegangszones tot de verschillende scholen in de gemeente. Wil het zout effectief zijn, dan moet alle sneeuw worden verwijderd en moet de straat worden gepekeld, maar dat is onmogelijk zolang het sneeuwt. Als het zout eenmaal is aangebracht, moet er ook genoeg verkeer zijn om het effectiever te maken. Als er geen verkeer is, zal het zout niet erg effectief zijn.

We kunnen het niet meer hebben over zandstralen, omdat we instructies hebben gekregen van de waterzuiveringsinstallatie om het gebruik van zand te vermijden, omdat het de filters in de zuiveringsinstallaties verstopt.

Wat betreft het materieel en het personeel dat wordt ingezet bij vorst en sneeuw, beschikt de gemeente over een vrachtwagen met een bak voor 4 ton zout, een tractor met een bak voor 1 ton zout, 6 voertuigen, een team van veegploegen te voet om de stukken trottoir, metro-ingangen en bushaltes waarvoor wij verantwoordelijk zijn sneeuwvrij te maken, en 2 sneeuwplougen. Het is echter erg moeilijk om ze te gebruiken vanwege het aantal kussens, trottoiroren en slecht geparkeerde auto's. De afdeling Groenplan ruimt ook sneeuw op bepaalde plekken in de wijken Transvaal en het Parc des Princes. De teams van wegen- en wegenwerkers verzorgen de trottoirs van de gebouwen van de Régie foncière.

Zoals u zich zult herinneren, is sneeuwruimen op trottoirs de verantwoordelijkheid van de eigenaren/huurders van de woningen. Voetgangers op de wegen waarvoor wij verantwoordelijk zijn, worden sneeuwvrij gemaakt door onze mobiele teams, veegmachines en gebouwbeheerders.

Niet-naleving van deze sneeuwruimplicht kan leiden tot administratieve sancties (SAC). De gemeente heeft al eerder samen met de politie boetes uitgeschreven toen de situatie gevaarlijk werd geacht en mensen waren gevallen. We geven echter altijd de voorkeur aan bewustmaking boven het uitschrijven van boetes.

Wat de gewestwegen betreft, zijn de gewestelijke diensten van Brussel Mobiliteit vrij proactief, ook al moeten we er soms achteraan na oproepen van de politiezone.

Tot slot wil ik mijn antwoord afsluiten met een woord van dank aan al het gemeentepersoneel dat systematisch paraat staat om het publiek van dienst te zijn en het in staat te stellen om in iets veiligere omstandigheden te reizen. En ze zullen gemobiliseerd blijven ondanks de gemakkelijke kritiek van degenen die zich achter hun beeldschermen verschuilen.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Conseillers communaux ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.01.25

#Objet : Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : faillite de Lunch Garden #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Comme nous venons d'en débattre, la faillite de Lunch Garden, et la fermeture de l'établissement situé à Auderghem est un nouveau coup dur pour le secteur Horeca.

En effet, depuis la crise Covid, le secteur Horeca subit de plein fouet les changements d'habitudes liées au télétravail et la hausse des coûts de main d'œuvre, alors que les clients se plaignent de l'inflation au menu. La fédération Horeca Bruxelles parlait en novembre de 80% de restaurateurs en difficulté, et un nombre de faillite en forte augmentation.

Face à ce nouveau drame social et économique, nous souhaiterions vous poser les questions complémentaires suivantes :

- Quelle est la situation globale de l'HoReCa à Auderghem et avons-nous des contacts réguliers avec le secteur pour être à l'écoute de leurs besoins ?
- Quelles aides mettons-nous en place pour le soutenir ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et pour l'attention portée à cet enjeu crucial pour le tissu économique et social de notre commune.

Jean-François

Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

La faillite de Lunch Garden et la fermeture du restaurant d'Auderghem ont évidemment retenu toute notre attention. Il est toujours triste de voir une entreprise fermer ses portes, tant sur le plan social que sur le plan économique.

Le secteur horeca représente une grande partie des commerces à Auderghem, avec environ 90 établissements y compris les sandwicheries et les snacks.

Nous souhaitons être le plus possible à l'écoute des commerçants en allant à leur rencontre. C'est le meilleur moyen de savoir ce qui se passe dans le secteur car la plupart des commerces ne nous avertissent pas de leur

arrivée ni de leur départ et ne viennent pas spontanément nous parler de leurs difficultés. C'est heureusement un peu plus facile avec les restaurateurs qui doivent passer à la commune pour avoir le listing des documents à fournir pour l'ouverture d'un restaurant.

En ce qui concerne le soutien au secteur horeca, nous incluons évidemment les restaurants lors de nos divers événements (fêtes d'Auderghem, marché de Noël, apéro des habitants, concours...) et nous allons tâcher de le faire encore davantage.

Les commerces bénéficient également de l'exonération de la taxe sur les enseignes et sur les terrasses. Une attention particulière est portée aux terrasses : dès le printemps, les établissements peuvent disposer gratuitement d'une terrasse temporaire et saisonnière via un Arrêté de la Bourgmestre. (A noter qu'en hiver, les établissements reçoivent des plaids pour les clients qui souhaitent malgré tout s'installer dehors.)

Le parking gratuit dans l'ensemble de la commune est également un atout pour les clients des commerces et particulièrement de l'horeca.

Enfin, je rappellerai qu'Auderghem pratique la taxe additionnelle au précompte immobilier la plus faible de toutes les communes de la Région bruxelloise (1990 centimes additionnels).

Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,
Gemeenteraadsleden ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.01.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre):
faillissement van Lunch Garden #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Zoals we net hebben besproken, is het faillissement van Lunch Garden en de sluiting van de vestiging in Oudergem een nieuwe klap voor de horeca.

Sinds de Covid-crisis wordt de horecasector hard getroffen door veranderende gewoonten in verband met telewerk en stijgende loonkosten, terwijl klanten klagen over inflatie op het menu. In november meldde de Horeca Brussel federatie dat 80% van de restauranthouders in moeilijkheden zat en dat het aantal faillissementen sterk steeg.

In het licht van deze laatste sociale en economische tragedie willen we u graag de volgende aanvullende vragen stellen:

- Wat is de algemene situatie van HoReCa in Oudergem en hebben we regelmatig contact met de sector om naar hun behoeften te luisteren?
- Welke hulp zetten we in om dit te ondersteunen?

Ik wil u bij voorbaat bedanken voor uw antwoorden en voor uw aandacht voor deze cruciale kwestie voor het economische en sociale weefsel van onze gemeenschap.

Jean-François

- **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

Het faillissement van Lunch Garden en de sluiting van het restaurant in Oudergem trok uiteraard onze aandacht. Het is altijd triest om een zaak de deuren te zien sluiten, zowel sociaal als economisch.

De horecasector vertegenwoordigt een groot deel van de bedrijven in Oudergem, met ongeveer 90 vestigingen, waaronder broodjeszaken en snackbars

We willen zoveel mogelijk naar de winkeliers luisteren door naar ze toe te gaan en ze te ontmoeten. Het is

de beste manier om erachter te komen wat er in de buurt speelt, want de meeste zaken laten ons niet weten wanneer ze komen of gaan en komen ons niet spontaan vertellen over hun problemen. Gelukkig is het wat makkelijker met restauranteigenaren, die naar de gemeente moeten om een lijst te krijgen van de documenten die ze moeten overleggen om een restaurant te openen.

Wat de ondersteuning van de horecasector betreft, nemen we uiteraard restaurants op in onze verschillende evenementen (Oudergemse feesten, kerstmarkt, bewonersaperitief, wedstrijden...) en we gaan proberen om nog meer te doen.

Winkels zijn ook vrijgesteld van belasting op uithangborden en terrassen. Er wordt speciale aandacht besteed aan terrassen: vanaf de lente kunnen etablissementen op last van de burgemeester gratis een tijdelijk, seizoensgebonden terras hebben. (Let op: in de winter worden etablissementen voorzien van plaids voor klanten die toch buiten willen zitten).

Gratis parkeren in de hele gemeente is ook een voordeel voor klanten van de winkels en vooral de horeca.

Tot slot wil ik u eraan herinneren dat Oudergem de laagste bijkomende onroerende voorheffing heeft van alle gemeenten in het Brussels Gewest (1990 bijkomende centimes).

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos